

CHARTRE DE CONFIDENTIALITE ET D'OBLIGATION DE SECRET PROFESSIONNEL

Textes de référence

- Règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement de leurs données à caractère personnel
- Article L 123-6 du code de l'action sociale et des familles
- Article L 133-5 du code de l'action sociale et des familles et modifié par Ordonnance n°2005-1477 du 1 décembre 2005
- Articles 226-13 et 226-14 du code pénal
- Loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires

Contexte juridique

Les administrateurs des centres communaux et intercommunaux d'action sociale (CCAS et CIAS) sont tenus, en vertu de l'article L. 133-5 du code de l'action sociale et des familles, au secret professionnel.

En effet, cet article prévoit que " **toute personne appelée à intervenir dans l'instruction, l'attribution ou la révision des admissions à l'aide sociale et notamment les membres des conseils d'administration des centres communaux ou intercommunaux d'action sociale, ainsi que toutes les personnes dont ces établissements utilisent le concours et les membres des commissions d'admission, sont tenus au secret professionnel dans les termes des articles 226-13 et 226-14 du code pénal et passibles des peines prévues à l'article 226-13** ". L'article 226-13 du nouveau code pénal (anciennement art. 378 de ce code) définit la violation du secret professionnel et la sanctionne.

Ces dispositions visent à établir la confiance entre, d'une part, les demandeurs d'aide sociale et, d'autre part, les administrateurs et les personnels des CCAS et CIAS, tenant compte des missions d'intérêt général confiées à ces derniers dans le cadre des attributions dévolues à ces établissements publics.

Elles permettent également de garantir la sécurité des confidences que les personnes concernées sont dans la nécessité de faire à l'occasion de leurs entretiens avec notamment les agents de ces établissements.

En conséquence, la transmission aux membres du conseil d'administration d'un compte rendu relatant les délibérations, prises par ce dernier, ne porte pas atteinte au principe de confidentialité dès lors que ce dernier n'est pas ensuite porté à la connaissance d'un tiers. La violation de cette règle juridique est passible des sanctions pénales définies à l'article 226-13 précité du code pénal.

Règlement Général sur la Protection des Données

Le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) impose à toutes les structures publiques de désigner un délégué à la protection des données. Cela concerne les collectivités ainsi que tout organisme ou autorité publique locale agissant en tant que responsable de traitement ou sous-traitant (CCAS, EPCI, etc.) Le RGPD fixe le cadre juridique applicable aux traitements de données à caractère personnel.

Il impose que les données à caractère personnel soient collectées pour des finalités déterminées, explicites et légitimes. Une fois l'objectif de la collecte des données à caractère personnel atteint, la conservation de ces données n'est plus justifiée. Elles doivent en conséquence être supprimées ou anonymisées.

Le Centre Communal d'Action Sociale de la Ville de Baillargues, situé au 2, rue des Remparts 34 670 Baillargues, est tenu de supprimer ou anonymiser les données à caractère personnel dont la conservation n'est plus justifiée dans le cadre des traitements de données à caractère personnel qu'elle met en œuvre en tant que responsable de traitement.

Note Technique

Qui est tenu au secret professionnel ?

Dès lors qu'un professionnel du CCAS/CIAS est "appelé à intervenir dans l'instruction, l'attribution ou la révision des demandes d'admission à l'aide sociale", il est tenu au secret professionnel. Ce secret s'applique également aux membres du conseil d'administration du CCAS.

Outre le secret professionnel, l'ensemble des agents publics sont tenus à l'obligation de discrétion professionnelle, par la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, "pour tous les faits, informations ou documents dont ils ont connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions". Le non-respect de cette obligation peut entraîner des sanctions disciplinaires.

Périmètre du secret professionnel

Le secret professionnel s'applique à toute information dont les agents, bénévoles et/ou membres du conseil d'administration ont connaissance au cours de l'exercice de leurs fonctions.

Ce secret professionnel couvre notamment les données individuelles nominatives recueillies dans le cadre de la tenue du fichier des bénéficiaires de l'aide sociale.

Sanction de la violation du secret professionnel

La violation du secret professionnel est punie par le code pénal d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende. Violer le secret professionnel la personne révélant une information à caractère secret alors qu'elle en est dépositaire en raison de ses fonctions.

Quelques cas de levée du secret professionnel

Le code pénal prévoit des cas dans lesquels la divulgation d'informations personnelles n'est pas sanctionnée et notamment :

- la révélation aux autorités administratives, judiciaires ou médicales, de situations de maltraitance envers des personnes vulnérables ;
- la révélation au préfet du caractère dangereux, pour elle-même ou pour autrui, d'une personne qui détient une arme ou qui a manifesté son intention d'en acquérir une.

Secret professionnel et secret partagé

A l'heure actuelle, seul le code de la santé publique (article L 1110-4) reconnaît le secret partagé, entre professionnels de santé et afin d'assurer une meilleure prise en charge des patients ainsi que la continuité des soins. Le code pénal et le code de l'action sociale restent, quant à eux, muets sur cette notion.

Dans la pratique, les professionnels de l'action sociale sont amenés à travailler dans une organisation définie, pouvant nécessiter un échange d'informations à caractère personnel. Il est conseillé aux CCAS de sécuriser juridiquement ce partage de l'information via une convention d'échange d'informations ou de se prémunir dans le cadre de la démarche engagée auprès d'un prestataire RGPD.

Certaines règles essentielles doivent être respectées :

- le partage de l'information doit toujours s'opérer dans l'intérêt de l'utilisateur ;
- il ne peut avoir lieu qu'entre professionnels tenus au secret professionnel ;
- l'utilité et la pertinence de l'information échangée doivent toujours être vérifiées ;
- le partage de l'information doit préserver l'intimité et la vie privée de l'utilisateur.

Charte adoptée par le conseil d'administration du CCAS de la ville de Baillargues le 22 juin 2020

ENGAGEMENT DE CONFIDENTIALITE POUR LES PERSONNES AYANT VOCATION A MANIPULER DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Je soussigné/e Monsieur/Madame _____,
exerçant les fonctions de _____
au sein du Centre Communal d'Action Sociale de la ville de Baillargues, étant à ce titre amené/e à
accéder à des données à caractère personnel, déclare reconnaître la confidentialité desdites
données.

Je m'engage par conséquent, conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée
relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ainsi qu'aux articles 32 à 35 du règlement
général sur la protection des données du 27 avril 2016, à prendre toutes précautions conformes aux
usages et à l'état de l'art dans le cadre de mes attributions afin de protéger la confidentialité des
informations auxquelles j'ai accès, et en particulier d'empêcher qu'elles ne soient communiquées à
des personnes non expressément autorisées à recevoir ces informations.

Je m'engage en particulier à :

- Ne pas utiliser les données auxquelles je peux accéder à des fins autres que celles prévues
par mes attributions ;
- Ne divulguer ces données qu'aux personnes dûment autorisées, en raison de leurs fonctions,
à en recevoir communication, qu'il s'agisse de personnes privées, publiques, physiques ou
morales ;
- Ne faire aucune copie de ces données sauf si cela est nécessaire à l'exécution de mes
fonctions ;
- Prendre toutes les mesures conformes aux usages et à l'état de l'art dans le cadre de mes
attributions afin d'éviter l'utilisation détournée ou frauduleuse de ces données ;
- Prendre toutes précautions conformes aux usages et à l'état de l'art pour préserver la
sécurité physique et logique de ces données ;
- M'assurer, dans la limite de mes attributions, que seuls des moyens de communication
sécurisés seront utilisés pour transférer ces données ;
- En cas de cessation de mes fonctions, restituer intégralement les données, fichiers
informatiques et tout support d'information relatif à ces données.

Cet engagement de confidentialité, en vigueur pendant toute la durée de mes fonctions, demeurera
effectif, sans limitation de durée après la cessation de mes fonctions, quelle qu'en soit la cause, dès
lors que cet engagement concerne l'utilisation et la communication de données à caractère
personnel.

J'ai été informé que toute violation du présent engagement m'expose à des sanctions disciplinaires et pénales conformément à la réglementation en vigueur, notamment au regard des articles 226-16 à 226-24 du code pénal.

La personne déclare avoir pris connaissance de ce qui précède et s'engage à respecter le présent règlement.

Nom prénom

Signature

Date